

A son XIX^e congrès, la Fédération du Livre est restée fidèle à ses traditions

La menace que représente pour l'ensemble des travailleurs du Livre l'évolution actuelle du matériel d'imprimerie, fut la préoccupation principale du XIX^e Congrès de la Fédération du Livre, qui vient de se tenir à Paris.

Les travailleurs de cette industrie sont, en effet, directement visés par l'apparition sur le marché international de nouvelles machines (en particulier pour la composition) qui peuvent être conduites par des dactylos au lieu de typographes qualifiés ! Pour lutter contre cette possible dégradation de leur profession, pour empêcher que leur industrie ne devienne comme tant d'autres une industrie où dominent les manœuvres, la Fédération du Livre avait signé en décembre dernier avec les Maîtres-Imprimeurs, la fameuse « Déclaration Commune » dont nous avons parlé en son temps. En se donnant pour « but final d'apporter à la profession une prospérité profitable à tous ses membres, employeurs, cadres et ouvriers... en créant un climat exempt de tout état d'esprit rétrograde, c'est-à-dire exempt de régression sociale de la part des employeurs, de revendication démagogique de la part des salariés... », la Fédération du Livre a cru avoir une chance de « limiter les dégâts ». Si un certain nombre de délégués au congrès exprimèrent des réserves, ce fut beaucoup plus sur l'efficacité de la Déclaration Commune que sur l'esprit de collaboration de classe qui avait présidé à son élaboration — et parce que, malgré leur esprit réformiste,

les militants ouvriers — même typographes — savent ne pas avoir beaucoup à attendre de la « bonne foi » patronale. Il y eut heureusement une ou deux interventions pour rappeler que la loi fondamentale du capitalisme reste la recherche du profit maximum et que seule l'action des travailleurs contre le capitalisme pourrait mettre le progrès au service des travailleurs et non à celui des seuls patrons.

Avec son corporatisme, une autre caractéristique de la Fédération du Livre est son indépendance vis-à-vis de la C.G.T. Cette indépendance lui a permis de conserver son unité — donc sa force — après 1948, mais elle est devenue indifférence, voire pour certains, hostilité marquée.

Il serait temps que dirigeants et militants du Livre comprennent que l'on ne peut lutter contre la productivité, contre les abattements de zones, pour de meilleurs salaires, en se tenant ainsi éternellement en dehors du reste de la classe ouvrière. A leur situation encore privilégiée dans une certaine mesure les travailleurs du Livre doivent répondre par une plus haute conscience de classe, par une plus claire compréhension des problèmes économiques et sociaux ou politiques. C'est l'unique façon pour eux de conserver leurs avantages, que le capitalisme ne leur laissera pas de gaité de cœur. Il est regrettable de constater qu'à ce point de vue ni la direction de la Fédération, ni la plus grande partie des délégués n'ont fait de progrès par rapport aux précédents congrès.

Misère de l'enseignement primaire

lettre de province

D'une lettre que nous a adressé une correspondante de province nous extrayons les passages suivants :

« L'Etat s'est contenté de mesures improvisées et dérisoires

« Les résultats sont trop souvent des classes surchargées au cubage d'air insuffisant, cours de récréation réduites à leur plus simple expression, préaux trop exigus quand ils ne sont pas utilisés à d'autres fins, toutes choses compromettant la santé et les études de l'enfant ». (1)

« Le déficit en personnel titulaire, de 7.000 maîtres en 1955 est passé à 10.000 en 1954. L'effectif des promotions de normaux et de normales sortant dans les trois années prochaines calculé en fonction, non des besoins, mais de la capacité des écoles normales permettra à peine d'assurer le service en faisant abstraction des besoins nouveaux.

Si les créations d'emploi relèvent uniquement du budget le recrutement et la formation des maîtres posent en plus un

problème humain. Il faut 4 ans pour former un instituteur et une construction nouvelle n'est pas suffisante si on ne peut y donner l'enseignement exigé.

Il faut voir de plus les conditions matérielles dans lesquelles on demande à l'instituteur d'exercer son métier. La plus terrible de toutes est la classe trop chargée. M. Schmittlein, député non suspect de sympathies exagérées pour l'Ecole de l'Etat (laïque jusqu'à présent), rapporteur de notre budget devant l'Assemblée nationale, déclarait en 1953 :

« Il doit être bien établi qu'un enseignement, surtout le début, n'a de valeur que s'il est donné dans une classe dont les effectifs ne dépassent pas 25 élèves. Cette règle devrait être strictement observée, car la moindre tolérance conduit automatiquement à cette monstruosité que constituent les classes de 50, 60 et 70 élèves. Au delà de 30 élèves la classe n'est qu'une permanence, au delà de 40 c'est une garderie ».

Le rapport Sauvy va encore plus loin :

« Il faut d'autre part, tenir compte, non seulement de l'inté-

(Suite page 12)

ESQUISSE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE PATRONALE CHEZ RENAULT

III (1)

Les moyens de la riposte

Il est inévitable que l'accroissement de la productivité issu de telles « méthodes sociales » soulève la colère ouvrière.

En ne répondant pas comme il convenait aux aspirations ouvrières lors de tous les combats engagés par les travailleurs de la régie RENAULT depuis 1945, les organisations syndicales ont permis à la politique patronale de marquer des points.

C'est ce qui fait dire à certains responsables de la Fédération des Métaux C.G.T., BEAUMONT en particulier : « On perd le sens de classe, chez RENAULT, ainsi que dans de nombreuses grandes entreprises. »

OR, LA VOLONTE ANTICAPITALISTE DES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT NE S'EST JAMAIS DEMENTIE. Depuis avril 1947 où ils firent grève, malgré les illusions répandues par leur direction, à l'époque, sur la signification de la NATIONALISATION en REGIME CAPITALISTE, jusqu'en février 1952 où, malgré L'AVENTURISME DE LEUR MEME DIRECTION ils finirent par REJOIN-DRE L'AVANT-GARDE COMMUNISTE engagée dans des combats de rues CONTRE LES FLICS ET LES C.R.S.

Mieux que dans n'importe quelle autre usine, les travailleurs de RENAULT sentent confusément qu'à notre époque, les luttes de la classe ouvrière doivent avoir de très hauts objectifs.

ILS SAVENT QUE CHAQUE FOIS QU'ILS ONT ENGAGE LA LUTTE, ILS SE SONT HEURTES AU GOUVERNEMENT, DEPUIS LE DEPART DES MINISTRES COMMUNISTES DU GOUVERNEMENT EN AVRIL 1947, CONSÉQUENCE DE LEUR GREVE, JUSQU'AU SIMPLE FAIT QU'EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE SALAIRES OU DE « REPARTITION DES BÉNÉFICES » C'EST LE CONSEIL DES MINISTRES, DERRIÈRE LEQUEL SE RETRANCHE LA DIRECTION DE L'USINE, QUI PREND LES DÉCISIONS.

C'est ce facteur, important chez RENAULT, se conjuguant avec le rôle moteur assuré par cette usine dans le déclenchement de tous les grands mouvements de la classe ouvrière française, et dont les ouvriers de l'usine ONT TRES CLAIREMENT CONSCIENCE, qui rend plus indispensable encore de définir le cadre de l'action dans cette usine, de fixer des perspectives au mouvement de la classe ouvrière. C'est à cette aspiration profonde que LINET, secrétaire du syndicat C.G.T. et député communiste, ne répond pas LORSQU'IL PRETEND COMBATTRE LA « NOSTALGIE » DE LA GREVE GENERALE, LA VOLONTE D'UNE LUTTE D'ENSEMBLE.

C'est précisément à travers cette optique qu'il faut analyser et résoudre les problèmes de cette usine.

Il y a quelques années, l'aliment essentiel de la lutte syndicale était la hausse constante des prix.

Depuis trois ans, devant les progrès extraordinaires de la productivité avec son cortège d'accélération de cadences, devant les heures supplémentaires, l'accroissement des accidents, des maladies nerveuses, devant le rythme de vie toujours plus infernal, LA COLERE GRANDIT.

Continuellement, des mouvements se déclenchent dans tel ou tel atelier contre l'augmentation de la cadence.

Dernièrement, les travailleurs de la 4 CV, en équipes, débrayaient en réclamant la suppression du travail le samedi après-midi.

Mais cette lutte, les ouvriers ne veulent pas que ce soit une guérilla, au jour le jour, équipe par équipe, mais une lutte d'ensemble anti-capitaliste.

La duperie de la politique patronale en matière de politique sociale se dévoile de jour en jour.

Ainsi, la Direction de l'usine vient d'annoncer que la répartition de bénéfices au titre de l'exercice 1954 s'élève au total à 750 millions. Pour 4 milliards de bénéfices « avoués » de l'an dernier, elle était d'un peu plus de 500 millions pour 1 milliard 648 millions de bénéfices. En se rappelant que la production s'est accrue d'une année sur l'autre de plus de 20 %, chacun mesure les effets « bénéfiques » de l'« association » si aimablement proposée par la direction.

L'absence de revendications très nettement définies, aussi bien que la multiplicité des programmes revendicatifs ne contribuent pas à mobiliser les travailleurs.

Les organisations ouvrières et prioritairement le P.C.F. et la C.G.T. DOIVENT REPOUNDER A L'ATTENTE DES OUVRIERS. Lorsque ceux-ci réclament le RETOUR AU POUVOIR D'ACHAT DE 1936-38, C'EST A LA DIRECTION OUVRIÈRE, SI ELLE ASSURE

SON ROLE, QU'IL APPARTIENDE DE :

- CHIFFRER.
- GENERALISER LE PROGRAMME REVENDICATIF.
- MENER UNE CAMPAGNE SYSTEMATIQUE D'UNITE D'ACTION, du sommet à la base et de la base au sommet, en direction des organisations ouvrières syndicales et politiques.
- PREPARER LA LUTTE D'ENSEMBLE DANS LA PERSPECTIVE D'UN GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

C'EST A CE PRIX ET DANS CETTE VOIE QUE LES 40 HEURES, L'AUGMENTATION DES SALAIRES, LA FIN DES CADENCES INFERNALES SONT REALISABLES.

(FIN)

R. DUPARC.

(1) Ces citations sont extraites d'un article de James MARRANGE paru dans l'Ecole Libératrice du 12-10-54.

(1) Voir les n^{os} 29 et 30 (d'Avril et Mai) de La Vérité des Travailleurs